

# **LEXIQUE DE BIOPOLITIQUE**

## **Introduction<sup>1</sup>**

par **Ottavio Marzocca**

Il faut sans aucun doute un certain manque de pudeur pour prétendre « faire le point » sur la biopolitique, qui plus est au moyen d'un *Lexique*. Cependant, nombreuses sont les raisons pour lesquelles on peut, on doit, peut-être, tenter une entreprise de ce genre, à condition que pareille tentative soit proposée comme la prétention qu'elle aurait elle-même pour but de remettre en question. Parmi ces raisons il en est une, élémentaire, qui prévaut entre toutes : « faire le point » sur la biopolitique ne signifie pas nécessairement croire que l'on peut offrir au lecteur un vade-mecum précis et exhaustif qui lui permettra d'« établir » à coup sûr tous les sens et tous les aspects de la thématique. Il est évident que ce serait là une prétention bien naïve face à un panorama comme celui que l'on pourra facilement apercevoir à travers la lecture des différents mots car, depuis plus d'une décennie, la biopolitique est un terrain de réflexion et de discussion sur notre époque tellement sondé que cela rend vain, voire contre-productif, tout effort visant à reconduire ses spécifications à une déclinaison univoque. Cela non seulement parce que toute discussion sur un concept peut produire les interprétations les plus diverses mais aussi parce que l'intérêt croissant pour le thème en question semble aller de pair avec la réélaboration, l'actualisation, la multiplication de ses acceptions. À plus forte raison, il va de soi, donc, que la quantité et le type d'entrées, de pistes de recherche et de positionnements présentés ici ne répondent nullement à un désir d'exhaustivité encyclopédique ou à une interprétation authentique des différents aspects et sens de la biopolitique, mais avant tout à une volonté de témoigner de la fécondité du sujet et de la vivacité du débat le concernant, visant dans le même temps à proposer des questionnements et des angles d'approche considérés comme plus importants que d'autres.

Le projet de ce *Lexique* naît de la convergence vers le thème de la biopolitique de parcours de recherche – ceux des responsables du projet en premier lieu – qui ont, pour la plupart, mûri indépendamment les uns des autres, en rapport avec le récent changement d'époque (années 1990), marqué par la chute du socialisme réel, la crise de l'État-nation, l'avènement de la mondialisation télématique et économique et autres événements analogues qui permettent d'emblée de définir l'air du temps. Ces « tournants » semblent en effet contenir en eux l'explication aussi bien de ce qui les aurait causés que de ce qui les a suivis. Ils semblent confirmer, en les accentuant et parfois même en les accélérant, certaines tendances que l'on a, depuis des décennies, perçues ou préconisées au travers des perspectives de la « société postindustrielle », de la « condition postmoderne », de la « dématérialisation » des activités économiques et des relations sociales et politiques : d'un côté, la banqueroute ou la crise de la souveraineté de l'État – socialiste ou pas – et de l'autre, le développement vertigineux de la communication et des flux économiques planétaires semblent marquer l'aboutissement des processus amorcés, depuis au moins une trentaine d'années, par la fin de la centralité du travail manuel et de la grande usine, par la multinationalisation financière de l'économie, par le déclin des formules et des mouvements politiques les plus liés à la matérialité des conditions sociales. Alors pourquoi cette émergence – ou

---

<sup>1</sup> Ce texte a été publié comme *Introduction* de: R. Brandimarte, P. Chiantera-Stutte, P. Di Vittorio, O. Marzocca, O. Romano, A. Russo, A. Simone (sous la direction de), *Lexique de biopolitique. Les pouvoirs sur la vie*, traduit de l'italien par Pascale Janot, Érès, Toulouse 2009, pp. 7-18 [Ouvrage original : *Lessico di biopolitica*, Manifestolibri, Roma 2006].

réémergence – inattendue d'une idée de la politique et du pouvoir se référant à la *vie* ? Les tendances fondamentales des transformations en cours n'induisent-elles pas à penser que, dans la compréhension de notre temps, l'on puisse faire abstraction justement de ce qui concerne la « viscosité » de la vie concrète ? N'a-t-on pas « mis au clair » depuis longtemps que les systèmes sociopolitiques, du moins les plus avancés, fonctionnent et se reproduisent par autopoïèse communicative, résistant ainsi aux dangers de la mer de complexités sur laquelle ils naviguent ?

En réalité, les choses sont bien différentes. Les systèmes modernes de pouvoir, notamment, ont toujours pris l'eau de toutes parts et cependant ils fonctionnent – en admettant qu'ils fonctionnent – surtout quand ils réussissent à avoir prise sur la vie. C'est ce que l'on peut supposer si l'on a la patience tout d'abord de revenir à un auteur comme Michel Foucault, comme le font nombre des auteurs de ce *Lexique* depuis au moins une décennie, c'est-à-dire depuis l'époque où le philosophe français pouvait encore passer pour l'un des auteurs les plus intempestifs, puisque, auparavant, on en avait usé et abusé au point de le banaliser comme crypto-structuraliste ou métaphysicien du pouvoir. Aussi on ne se référera pas ici à n'importe quel Foucault de seconde main, mais à celui qui, pour réagir aussi aux faciles malentendus dont il était victime, se plongea, tout au long des années 1970, dans un travail approfondi de généalogie du lien entre pouvoirs et savoirs et des formes de gouvernement des hommes. C'est un Foucault qu'il est devenu plus facile aujourd'hui de saisir et de mettre en relation avec ses parcours les plus connus, depuis que certains Cours inédits tenus au Collège de France ont été récemment publiés. C'est parmi ces derniers que figurent en effet les matériels les plus consistants et utiles pour comprendre pourquoi le caractère biopolitique des relations, des discours et des pratiques de pouvoir de la modernité est si important. Il suffit de voir les conclusions auxquelles il est arrivé dans certains Cours sur la puissance normalisatrice du savoir-pouvoir médical (*Le pouvoir psychiatrique ; Les Anormaux*) ou alors de mesurer l'importance historico-politique que, dans d'autres Cours, il a su donner aux formes modernes de gouvernement de la vie des populations et des individus (*Sécurité, territoire, population ; Naissance de la biopolitique*). Mais, dans les années 1990 – au moment où furent amorcés la plupart des nombreux parcours qui convergent dans ce *Lexique* – il fallait être à même de saisir les traces biopolitiques, déjà consistantes mais quelque peu dispersées, que le philosophe avait disséminées, justement, dans le plus discuté de ses ouvrages sur la sexualité (*La volonté de savoir*), dans son Cours, publié avant les autres, sur les races et sur le racisme (« *Il faut défendre la société* ») et dans ses nombreux *Dits et écrits*, rassemblés et publiés en France en 1994.

Ce sont là les principaux « outils » qui encouragent celui qui sait les appréhender à analyser les événements et les processus actuels en évitant de se laisser emporter par la compulsion qui tend à les cataloguer comme les résultats banals de l'*effondrement*, de la *crise*, de l'état *post-* ou de l'*avènement* d'une époque. Naturellement, cet exercice est toujours possible, mais il n'est pas toujours décisif. En tout cas, il ne change pas grand-chose au fait que l'on peut considérer comme des questions biopolitiques les problèmes soulevés par l'éclatement des conflits interethniques des ex-Républiques socialistes, par la multiplication, à l'échelle planétaire, des urgences sanitaires, par l'inquiétude croissante avec laquelle on regarde les nouveaux flux migratoires, par l'aggravation récurrente de la question écologique, par le développement impérieux des biotechnologies, par la multiplication des politiques sécuritaires, par l'imposition d'une sollicitude humanitaire visant à protéger militairement des populations désarmées, qui fait dans le même temps des quantités indéfinies de victimes sans défense.

S'agit-il seulement d'effets, plus ou moins pervers, des temps nouveaux ou bien s'agit-il aussi de nouveaux résultats du fonctionnement de mécanismes enracinés dans notre histoire ? Voilà, en définitive, quels types de questionnements ont motivé le projet de ce *Lexique* et ont inspiré l'élaboration d'une grande part des articles qui le constituent. Dans leur

ensemble, ils tentent d'apporter des instruments permettant aussi bien de reconstruire la provenance des différentes formes de la biopolitique que de comprendre comment ces dernières tendent à se reproduire, à se recycler ou bien à se transformer en autre chose.

Pour poursuivre ces objectifs, nous avons mis côte à côte Foucault et de nombreux autres auteurs, lesquels sont souvent appelés à dialoguer de façon critique avec lui. Nous n'en signalons ici – une fois n'est pas coutume – que quelques-uns, et laissons au lecteur le soin de les retrouver dans les textes, avec tous les autres. Il s'agit d'auteurs classiques – mais pas seulement – allant d'Aristote à Marx, de Malthus à Beck, de Darwin à Lewontin, de Schmitt à Habermas, de Arendt à Negri, de Bateson à Deleuze, de Basaglia à Butler, de Luhmann à Castel, de Irigaray à Haraway, de Canguilhem à Agamben, de Baudrillard à Rifkin.

\*\*\*

Les lignes thématiques autour desquelles se développent les différentes contributions contenues dans ce *Lexique* sont, comme on pourra le constater, extrêmement nombreuses. En outre, chaque auteur interprète bien évidemment à partir de sa propre expérience et de sa propre sensibilité l'approfondissement des concepts dont il s'occupe. D'où l'impossibilité de proposer une quelconque grille de lecture globale qui baliserait des parcours et tracerait des perspectives. Cependant, nous pouvons au moins signaler quelques-uns des liens entre thèmes et problèmes qui, dans la définition du projet, nous sont apparus comme remarquables et auxquels nous avons essayé de donner corps à travers le choix même des entrées<sup>2</sup>.

Parmi les toutes premières exigences auxquelles nous avons voulu répondre, il y a sûrement celle qui consiste à faire émerger la spécificité de la **BIOPOLITIQUE** en tant que forme de gouvernement des hommes distincte des expressions canoniques du pouvoir souverain. Elle se présente avant tout comme un ensemble de stratégies qui, poursuivant le but du bien-être collectif, comblent, surtout à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les carences que la souveraineté juridico-territoriale de l'État présente sur ce point, donnant lieu à l'une des lignes maîtresses du développement de la **GOVERNEMENTALITÉ** moderne. Dans ce processus, le gouvernement de la vie des hommes, justement, acquiert une position centrale : il est en général pratiqué à travers des formes d'individualisation et de totalisation de l'exercice du pouvoir, récupérant cette aptitude à « prendre soin » de tout un chacun, typique du **POUVOIR PASTORAL** exercé traditionnellement par les autorités religieuses chrétiennes. C'est ainsi que la biopolitique, dans ses phases historiques initiales, use de systèmes de gouvernement individuel et général, telles les **DISCIPLINES** et la **POLICE**, à travers lesquelles elle intervient sur la vie des corps-organismes et du corps-espèce, en développant une gestion globale des phénomènes biologiques, démographiques et économiques concernant la **POPULATION**.

En gagnant le domaine des nécessités et des cycles naturels qui, dans l'Antiquité gréco-romaine, restait généralement à l'écart de la sphère publique, la biopolitique se distingue radicalement des formes classiques de la politique. Elle donne ainsi une impulsion décisive à la transformation de cette dernière en **OÏKONOMIE** politique, autrement dit, au débordement du cadre privé du foyer (*oïkos*) des activités de conservation de la vie qui s'y déroulaient traditionnellement. Le concept moderne de **CITOYENNETÉ** lui-même se définit dans une relation étroite avec la garantie de la part de l'État de protéger la vie des individus qui en constituent le corps collectif. La biopolitique semble donc compromettre définitivement la possibilité de concevoir la politique comme une forme de « vie qualifiée » (*bíos*) dans laquelle le citoyen agit non pas pour conquérir mais pour réaliser sa liberté vis-à-vis des conditionnements de la « vie naturelle » (*zôé*), qu'il a déjà

---

<sup>2</sup> Pour que cet effort soit rendu visuellement aussi plus efficace, les termes ci-après correspondant aux entrées du *Lexique* sont, quand ils sont utilisés pour la première fois, reportés en majuscules.

atteinte dans la sphère privée et prépolitique de la reproduction de ses ressources vitales.

L'un des thèmes de réflexion philosophique les plus importants autour de la biopolitique consiste donc dans la question de l'applicabilité au contexte de la société moderne de la distinction classique **ZÔÉ/BÍOS**. Ce qui est sûr c'est que, dans notre société, l'activité oïconomique du travail, ayant originellement comme finalité la satisfaction des besoins naturels, a acquis une position de privilège absolu et tend à assimiler toute autre activité à son irréfrenable expansion selon une logique comparable à celle de l'incessante cyclicité des processus biologiques. En outre, avec l'idée qui s'impose de plus en plus de **DÉVELOPPEMENT** en tant que processus de croissance indéfinie des capacités productives de la société, le travail modifie continuellement ses finalités et multiplie ses domaines matériels et immatériels, rendant même méconnaissable la différence **TRAVAIL/NON-TRAVAIL**. C'est pour ces mêmes raisons qu'il ressort d'un certain nombre d'articles l'exigence plus ou moins explicite de relier la critique de la biopolitique et la contestation du biopouvoir à une problématisation de l'hégémonie que la forme travail exerce sur les sphères « naturelles » et « artificielles », individuelles et collectives, de l'existence, de l'éthique et de la politique.

∞

Le caractère biomédical des savoirs et des pratiques, indicatif, semble-t-il, pour une grande part, de la spécificité du biopouvoir, constitue un autre axe fondamental des recherches présentées dans le *Lexique*. Si, dans la modernité, la vie est devenue l'objet du pouvoir de façon non générique et davantage qu'à d'autres époques, cela est dû avant tout aux relations qui se sont créées entre les nouvelles exigences politiques, les changements survenus dans les savoirs et les pratiques médicales et les déblocages épistémologiques qui se sont opérés dans le champ des sciences biologiques. C'est ainsi que nous pouvons parler d'une centralité inévitable des processus de **MÉDICALISATION**, qui ont progressivement touché tout un ensemble de problèmes dans la sphère individuelle aussi bien que collective. D'un côté, ces processus ont fait évoluer la socialisation de la médecine, imposant le problème de la **SANTÉ PUBLIQUE** comme quelque chose d'inéluctable ; de l'autre, ils ont amorcé une tendance à la **NORMALISATION** des comportements et des formes de vie à travers l'application courante de la distinction **NORMAL/PATHOLOGIQUE** et parfois même à travers l'adoption de l'idée de **MONSTRE** en tant que modèle général des déviations.

De ce point de vue, la **PSYCHIATRIE** représente une forme emblématique du biopouvoir, dans la mesure où la médicalisation de la folie crée les conditions pour conjuguer diagnostic et exclusion, thérapie et contrainte, aspiration à la santé et stigmatisation de l'anomalie. En outre, la psychiatrie fait parfaitement bien émerger la tendance à transformer la diversité en danger et à projeter le problème du soin sur l'horizon plus vaste de la prévention généralisée et de la **DÉFENSE SOCIALE** contre les tendances criminogènes et les facteurs de **DÉGÉNÉRESCENCE**. Mais, sur ce terrain, la contribution que les savoirs strictement biologiques ont apportée à la promotion de politiques résolument orientées vers le **RACISME** et l'**EUGÉNISME**, dans la poursuite de finalités biopolitiques de défense et de renforcement du corps collectif, y compris par des instruments thanatopolitiques, est encore plus significative.

C'est surtout relativement à ces problèmes que, dans le *Lexique*, l'analyse des rapports que le pouvoir biopolitique de « faire vivre » entretient ou rétablit avec la souveraineté entendue comme pouvoir de « faire mourir » prend une importance considérable, trouvant dans le **TOTALITARISME** les conditions pour instaurer un **ÉTAT D'EXCEPTION** permanent qui, à travers l'utilisation des **CAMPS**, peut rendre systématique le renversement du biopouvoir en thanato-pouvoir, jusqu'à la limite extrême du **GÉNOCIDE**.

∞

Bien évidemment, si nous avons voulu insister sur les aspects biopolitiques des savoirs médicobiologiques, ce n'est certainement pas pour les marquer d'infamie. Notre tâche a consisté, plutôt, à mettre au jour, en les précisant quelque peu, certains rapports entre savoir et pouvoir qui peuvent toujours s'instaurer dans un domaine où la vie et la mort, la santé et la souffrance, la liberté et la dépendance sont continuellement en jeu. Néanmoins, des liens de ce genre, entre discours scientifiques et pratiques politiques, ne doivent pas être recherchés nécessairement dans les plis cachés de l'histoire, puisqu'il n'est pas rare qu'ils soient ouvertement souhaités ou, pour ainsi dire, qu'ils dérivent spontanément de conceptions théoriques plus ou moins innocentes. Dans ce sens, le cas du projet d'un « eugénisme progressiste », esquissé il n'y a pas si longtemps par l'**HUMANISME SCIENTIFIQUE**, est exemplaire ; mais les implications du mariage entre théorie et évolutionnisme biologique proposé par la **SOCIOBIOLOGIE** n'en sont pas moins significatives.

Naturellement, c'est justement parce que de pareilles théorisations sont souvent tout aussi transparentes que stériles que nous avons pris le parti de privilégier, dans le *Lexique*, les implications biopolitiques des savoirs plus immédiatement tournés vers des applications concrètes. En définitive, c'est ce que nous avons cherché à faire à propos des recherches actuelles sur la matière vivante, en mettant en relation les questions épistémologiques et les questions juridiques et économiques qui marquent tout particulièrement les développements des **BIOTECHNOLOGIES** et la production des **OGM**, ou bien en considérant, relativement à ces thèmes ou à d'autres, les problèmes qui contribuent à accroître l'importance de la **BIOÉTHIQUE**. Cela permet, entre autres choses, de discuter des possibilités effectives qu'offre le techno-optimisme de certaines formes d'expression de ce qu'on appelle le **POSTHUMAIN**, non seulement quant au dépassement des limites de l'humanisme, mais également quant à la critique des formes mises à jour du biopouvoir. De même émerge-t-il de certains articles le besoin d'aller explorer les implications biopolitiques dans les façons mêmes d'aborder les problèmes du **MILIEU** ou de la **BIODIVERSITÉ**, à la lueur notamment des tentations technocratiques auxquelles semblent exposées certaines versions de l'**ÉCOLOGISME**. Dans tous les cas, nous pouvons peut-être indiquer au moins un critère minimal d'évaluation des effets politiques de ces entrelacements de savoirs et de pouvoirs, que nous verrions dans le degré plus ou moins haut d'attention qu'ils garantissent à la multiplicité des formes de vie et à la complexité de leurs contextes humains et non humains.

∞

Quelle que soit l'importance que l'on attribue à ces questions, les différents parcours du *Lexique* font apparaître que l'on ne peut pas négliger la crise des politiques du **WELFARE**, dans le contexte de laquelle ont lieu la plupart des métamorphoses actuelles de la biopolitique. C'est donc sur les formes néolibérales du biopouvoir que de nombreuses entrées appellent de fait à développer ultérieurement la recherche. D'où, aussi, le besoin de reconsidérer le rôle que le libéralisme a joué dans l'histoire de la gouvernamentalité moderne, en remettant en question l'idée qu'il est substantiellement protégé du biopouvoir dans la mesure où il est réfractaire à l'étatisme. L'une des erreurs à éviter, en effet, est de lier étroitement le sort du biopouvoir à celui de l'État. C'est justement l'hétérogénéité des sources principales de savoir dans lesquelles puisent respectivement le biopouvoir (savoir biomédical) et la souveraineté de l'État (savoir juridique) qui permet de percevoir les vastes possibilités que le premier a de s'affranchir, de façon plus ou moins nette, des politiques étatocentriques. Dans tous les cas, la vocation biopolitique du libéralisme semble se fonder surtout sur une attention particulière à la **SÉCURITÉ** qui, dès le départ, s'est résolument affirmée dans ses pratiques de gouvernement. La gestion du problème du **RISQUE**, en particulier, devient bien vite l'autre face de la promotion des libertés et c'est dans son cadre que se développe petit à petit une très riche technologie de gouvernement biopolitique (système d'assurances, de prévoyance, de prévention, de surveillance, de détention, etc.) dont

profiteront, selon des orientations et intensités diverses, le libéralisme lui-même, le *welfare state* et le néolibéralisme.

Et c'est justement dans un scénario comme celui qui se dessine aujourd'hui, marqué par la crise de la souveraineté de l'État, que l'on peut repérer les effets d'anciennes et de nouvelles formes de cette logique sécuritaire qui s'exprime non seulement dans les domaines strictement sanitaires (pensons à l'importance croissante attribuée au « risque génétique ») mais également au niveau du traitement du problème des **MIGRATIONS** au moyen d'instruments de détention administrative, comme le **CENTRE DE DÉTENTION TEMPORAIRE**, au niveau de l'incarcération arbitraire et illimitée de « terroristes potentiels » dans des structures de détention, comme celle de **GUANTANAMO**, au niveau du contrôle de l'identité et de la mobilité des personnes par les moyens de la **BIOMÉTRIE**, au niveau de la restriction générale de droits consolidés pour combattre le **TERRORISME**, au niveau de la fonction préventive, que l'on attribue désormais aussi à la **GUERRE**.

\*\*\*

Relativiser le lien du biopouvoir avec les politiques étatiques est important aussi pour d'autres raisons que celles que nous avons rappelées plus haut. Le fait que la biopolitique appartienne historiquement davantage à la sphère de la gouvernementalité qu'à celle de la souveraineté sert surtout à comprendre que le rapport biopolitique entre stratégies de pouvoir et **PRATIQUES DE RÉSISTANCE** va au-delà de l'espace défini par les coordonnées juridico-institutionnelles. Le biopouvoir est une forme de **CONTRÔLE SOCIAL** qui repose normalement sur un autre type de relations que le rapport « souverain »/« sujets » ou État/citoyens. C'est également pour cela qu'il ne faut pas le confondre avec les tendances négatives et les conséquences thanato-politiques qui peuvent en dériver. Les raisons fondamentales de sa « modernité » résident précisément dans une approche positive des phénomènes de la vie et c'est pour cela que, dans un certain sens, son approfondissement analytique devrait se situer toujours « au-delà du bien et du mal », autrement dit il devrait aller de soi qu'il peut les produire tous les deux. Il ne s'agit évidemment pas de se retrancher derrière une cynique acceptation de l'ambivalence des choses humaines mais, avant toutes choses, d'admettre que le pouvoir – et à plus forte raison celui qui est exercé sur et à travers la vie – constitue toujours un problème, même s'il est rarement insoluble et ne produit pas nécessairement d'oppression. De ce point de vue, avant même de se demander si et comment la biopolitique est à même de s'affranchir du biopouvoir ou pourquoi ce pouvoir de vie tend à se changer en pouvoir de mort, il faudrait se demander ce qui transforme sa force en quelque chose à quoi on ne peut se soustraire.

Si, sur la base du *Lexique*, on peut esquisser ici une réponse à une telle interrogation, elle ne peut pas ne pas partir de l'hypothèse que cette force se fonde avant tout sur l'implication des hommes dans un jeu d'**ASSUJETTISSEMENT/SUBJECTIVATION**. Ce qui veut dire, de manière toute foucauldienne, que dans le gouvernement biopolitique des hommes, la sphère de la vie est toujours interpellée en même temps que la sphère de *l'ethos*, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire au sens à la fois éthique et éthologique. Et c'est dans cet entrelacement de *zôé* et *ethos* (bien avant que de *zôé* et *bíos*) que l'augmentation des forces vitales des hommes, tout bénéfique qu'elle soit, peut se muer plus ou moins ouvertement en limitation de leur liberté. Bref, nous pouvons considérer que le biopouvoir est toujours le fruit d'une convergence entre l'imposition pratico-discursive d'une vérité sur la vie et un conditionnement des comportements.

Dans ce sens, les pratiques d'**EMPOWERMENT** peuvent sûrement être vues comme des stratégies biopolitiques au moyen desquelles on tente aujourd'hui de convertir aux modèles éthiques occidentaux des populations qui y sont restées étrangères, en partant de la redéfinition des problèmes de l'hygiène personnelle, de la santé, de la procréation, etc. Les stratégies néolibérales de valorisation individuelle et collective du **CAPITAL HUMAIN**, dans ses composantes aussi bien psychophysiques que biogénétiques,

peuvent être considérées de la même manière. Enfin, les phénomènes généralement associés à l'idée de **BODYBUILDING** semblent renvoyer à une sorte de biopouvoir autogéré et diffus.

Pour toutes ces raisons, la recherche en biopolitique ne devrait pas se limiter au domaine des rapports entre savoir et pouvoir, elle devrait investir aussi celui des stratégies politiques de libération et des pratiques éthiques de liberté. C'est l'importance de ces questions qui rend nécessaire, par exemple, une réflexion sur l'indocilité des **CORPS**, qui cherchent à se soustraire à la naturalisation de leur condition mise en œuvre par les dispositifs de **SEXUALITÉ**. D'une façon plus générale, il s'agit de comprendre si une libération – que même la bienveillance d'un biopouvoir peut procurer – suffit à garantir et à rendre notre liberté effective ou bien si les **DIFFÉRENCES** dans lesquelles nous nous reconnaissons ou sommes amenés à nous reconnaître, doivent de toute façon faire l'objet d'une lutte politique et d'une pratique éthique qui les constitue en **SINGULARITÉS**. Dans un pareil parcours, nous pourrions nous retrouver à mettre en place une simple **SÉCESSION** ou à expérimenter des relations avec le monde s'inspirant de la **DURABILITÉ**. Mais le pire qui pourrait nous arriver, peut-être, c'est de finir à notre insu dans la **TÉLÉRÉALITÉ** de la compétition entre des vies contraintes à être spontanées et des comportements librement stéréotypés.

*Ottavio Marzocca*